

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

Commission statutaire, section préparatoire

Séance du 11 juin 2014

Dispositions de nature statutaire

Ministère des finances et des comptes publics
Ministère de l'économie, du redressement productif et du numérique
Ministère des affaires sociales et de la santé
Ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social
Ministère de l'intérieur

Projet de décret modifiant le décret n° 95-860 du 27 juillet 1995 instituant les fonctions d'inspecteur général en service extraordinaire à l'inspection générale des finances, à l'inspection générale de l'administration au ministère de l'intérieur et à l'inspection générale des affaires sociales

Le décret n° 95-860 instituant les fonctions d'inspecteur général en service extraordinaire (IGSE) au sein des trois inspections générales interministérielles, l'inspection générale des finances (IGF), l'inspection générale de l'administration (IGA) et l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), a permis de disposer, de manière continue, au sein de chaque inspection générale interministérielle, d'un contingent de hauts fonctionnaires expérimentés d'horizons et de profils divers, mis à disposition de ces trois services. Ces IGSE effectuent, sous l'autorité du chef de l'inspection concernée, des travaux entrant dans les attributions de cette inspection.

Depuis 1995, la variété des missions confiées aux trois inspections interministérielles s'est encore accrue, tant en matière d'audit que d'évaluation de politiques publiques, de conseil ou de contrôle, voire de missions plus opérationnelles (administration provisoire d'établissements publics de santé). Les modalités de mise en œuvre des politiques publiques ont parallèlement évolué très sensiblement : les acteurs sont de plus en plus divers (collectivités territoriales, établissements publics, agences). De nouveaux besoins en termes d'évaluation, d'audit et de contrôle sont donc apparus.

Dans ce contexte de développement des politiques publiques décentralisées ou de politiques nationales mises en œuvre notamment par les collectivités locales, il apparaît souhaitable de développer la capacité des trois inspections générales interministérielles à évaluer ces politiques et à formuler des recommandations pour en améliorer l'efficacité et la cohérence. A ce jour, elles peuvent intervenir à la demande des collectivités locales, avec l'autorisation des ministres de tutelle ou du Premier ministre. Par ailleurs, la loi peut organiser spécifiquement dans certains cas l'intervention des corps d'inspection dans le domaine des collectivités territoriales. Il en va de même pour le secteur hospitalier, quand bien même il représente un enjeu tout spécifique, en termes de dépenses publiques ou d'effectifs concernés.

Dans le cadre d'une démarche visant à mieux couvrir ces besoins, il est apparu utile d'étendre les recrutements et de varier les profils au sein des trois inspections interministérielles grâce à une modification du décret n°95-860 modifié, instituant les fonctions d'inspecteur général en service extraordinaire à l'IGF, à l'IGA et à l'IGAS.

En outre, à ce titre, le ministère de la santé souhaite ouvrir largement le vivier de directeurs d'hôpitaux, médecins et pharmaciens hospitaliers ayant accès au service extraordinaire, et augmenter le volume de postes à pourvoir (en réduisant corrélativement le nombre de conseillers généraux des établissements de santé) et, pour ce qui concerne l'IGAS, de réserver certains postes aux profils hospitaliers.

Le projet de décret prévoit donc une augmentation du nombre d'inspecteurs généraux en service extraordinaire et l'introduction de la possibilité de recruter des inspecteurs en service extraordinaire (ISE), selon des modalités largement inspirées du dispositif adopté récemment au Conseil d'Etat pour les maîtres des requêtes en service extraordinaire. Il prévoit les conditions d'accès à ces fonctions et les modalités de sélection.

Les principales modifications apportées au texte actuel sont les suivantes :

- l'article 3 du projet de décret, prévoit la possibilité de prolonger de cinq ans au plus la durée de cinq ans d'affectation des inspecteurs généraux en service extraordinaire qui seraient susceptibles de liquider leurs droits à pension pendant cette période. Le décret organise également les modalités de sélection des IGSE, prévoyant que les candidatures sont présentées par le chef de l'inspection concernée, un comité de sélection propre à chaque inspection étant prévu pour l'IGA et l'IGAS. La nomination demeure prononcée par le Premier ministre ;
- la modification (article 4 du projet de décret) de la liste des hauts fonctionnaires qui peuvent postuler à un emploi d'IGSE : outre le toilettage du texte de 1995, il s'agit :
 - de supprimer la condition d'accomplissement de vingt ans de services publics, dès lors qu'il y a une condition d'âge (cinquante-cinq ans) et une condition de durée d'exercice d'un emploi de responsabilité ;
 - d'élargir le vivier de directeurs d'hôpitaux, et d'étendre aux médecins et pharmaciens hospitaliers cet accès au service extraordinaire ;
 - de prévoir la possibilité d'accès au service extraordinaire pour des fonctionnaires ayant occupé pendant cinq ans au moins des fonctions de directeur général des services de collectivité territoriale ou d'établissement public de coopération intercommunale importants ;
 - d'ouvrir également cette possibilité aux administrateurs des assemblées parlementaires ;
- l'introduction (article 5 du projet de décret) de la possibilité de recruter des inspecteurs en service extraordinaire (ISE), pour une durée maximale de cinq ans. La nomination est prononcée par le (les) ministre(s) ayant autorité sur l'inspection générale, après examen des candidatures par un comité de sélection présidé par le chef de l'inspection. La possibilité d'accès (article 6 du projet de décret) à ces fonctions est largement ouverte aux agents publics de niveau comparable à celui des fonctionnaires appartenant à un corps recruté par la voie de l'école nationale d'administration ou de l'école polytechnique. Ces ISE effectuent, sous l'autorité du chef de l'inspection concernée, des travaux entrant dans les attributions de cette inspection ;
- l'article 7 du projet de décret prévoit une augmentation, pour chaque inspection générale, du contingent de recrutement.

Comme c'est le cas actuellement pour les IGSE, les IGSE et ISE sont mis à disposition par leur administration d'origine. Les IGSE et les ISE sont remis à disposition dans leur corps d'origine au

terme de leur passage au sein de l'inspection générale (articles 8 et 9 du projet de décret). Outre la rémunération qui leur est versée par leur administration d'origine, ils peuvent percevoir de leur administration d'accueil une indemnité complémentaire fixée annuellement (article 10 du projet de décret). Le montant de la totalité des rémunérations ainsi versée à un IGSE ou un ISE ne peut en aucun cas excéder le niveau maximum de rémunération d'un inspecteur général ou inspecteur parvenu à l'indice terminal.

Le Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat est consulté sur ces dispositions conformément au 5° du I de l'article 2 du décret n°2012-225 du 16 février 2012 relatif à cette instance. En effet le projet de décret comporte des dispositions statutaires communes à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat relevant de la compétence de plusieurs comités techniques. Conformément aux derniers alinéas du I de ce même article, la consultation du CSFPE, lorsqu'elle est obligatoire en application des dispositions du présent décret ou de toute autre disposition législative ou réglementaire, remplace « celle du ou des comités techniques compétents sauf si la consultation de l'un et l'autre de ces deux types d'organismes consultatifs est expressément prévue dans le même texte. ».

Tel est l'objet du présent décret qui vous est soumis pour avis.